

55 (1951) No. 1

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1952 No. 62

Overgelegd aan de Staten-Generaal door de Minister  
van Buitenlandse Zaken

---

---

A. TITEL

*Overeenkomst tot Oprichting van de Europese Organisatie  
voor de Bescherming van Planten, met Bijlagen;  
Parijs, 18 April 1951*

**B. TEKST****Convention pour l'Établissement de l'Organisation Européenne  
pour la Protection des Plantes**

Les États parties à la présente Convention, conscients de l'importance d'une coopération internationale en vue de prévenir l'introduction et la propagation des maladies des plantes et désirant continuer et étendre les travaux déjà entrepris dans ce domaine par le Comité International de Lutte contre le Doryphore et par le Groupe de Travail Européen sur l'Infestation des Denrées Stockées sont convenus de ce qui suit:

**Article I***Organisation*

Il est institué une Organisation européenne pour la Protection des Plantes (ci-après nommée l'Organisation).

**Article II***Définition*

Aux termes de la présente Convention, le terme „plantes et produits végétaux” signifie „plantes et parties de plantes vivantes, matériaux non-manufacturés dérivés de plantes, et produits alimentaires fabriqués avec des plantes et des parties de plantes”.

**Article III***Membres*

(a) Peuvent devenir membres de l'Organisation en adhérant à la présente Convention suivant les termes de l'Article XX:

1) les Gouvernements des pays indiqués au Tableau III.

2) le Gouvernement de tout autre pays que le Conseil de l'Organisation peut décider d'inviter à devenir membre.

(b) Le Gouvernement de tout territoire au sujet duquel une déclaration a été formulée selon les termes de l'Article XXI, peut être admis comme membre par le Conseil de l'Organisation, mais seulement sur proposition du pays membre qui formula la déclaration. Toute décision de ce genre sera prise à la majorité des deux tiers des votants. Les territoires ainsi admis devraient être de ceux qui, de l'avis du Conseil, seraient à même d'apporter une contribution définie et individuelle aux travaux de l'Organisation.

## Convention for the Establishment of the European Plant Protection Organisation

The Governments parties to the present Convention, being conscious of the importance of international cooperation in the prevention of the introduction and spread of pests and diseases of plants and plant products, and desiring to continue and extend the work formerly done in this field by the International Committee for the Control of the Colorado Beetle and by the European Working Party on Infestation Control, have agreed as follows:

### Article I

#### *Organisation*

There shall be established a European Plant Protection Organisation (hereinafter referred to as the Organisation).

### Article II

#### *Definition*

For the purpose of the present Convention the term "plants and plant products" means "living plants and parts of plants, unmanufactured materials of plant origin, and food products milled from plants and parts of plants".

### Article III

#### *Membership*

a) Membership of the Organisation is open to the following by adherence to the present Convention according to the provisions of Article XX:

- 1) the Governments of the countries in Schedule III.
  - 2) the Government of any other country which the Council of the Organisation may decide to invite to become a member.
- b) The Government of any territory about which a declaration has been made under the terms of Article XXI may be admitted to membership by the Council of the Organisation but only on the proposal of the Member who made the declaration. Any such decision shall require a two-thirds majority of the votes cast. Territories so admitted shall be such as can in the opinion of the Council make a definite and individual contribution to the work of the Organisation.

## Article IV

*Siège*

- (a) Le siège de l'Organisation est fixé à Paris.
- (b) Les réunions de l'Organisation se tiendront en principe au lieu du siège.

## Article V

*Fonctions*

- (a) Les fonctions de l'Organisation seront de:
- 1) Conseiller les Etats membres sur les mesures techniques, administratives et législatives, nécessaires pour prévenir l'introduction et la propagation des ennemis et des maladies des plantes et des produits végétaux;
  - 2) Aider si nécessaire les Etats membres dans l'application de ces mesures;
  - 3) Coordonner et encourager, si possible, des campagnes sur le plan international contre les ennemis et les maladies des plantes et des produits végétaux;
  - 4) Obtenir des renseignements des Etats membres quant à l'existence, l'apparition ou l'extension de parasites et maladies des plantes et produits de plantes, et de transmettre ces renseignements aux Etats membres;
  - 5) Assurer l'échange d'informations sur la législation nationale concernant la quarantaine des plantes et sur d'autres mesures affectant le libre mouvement des plantes et des produits végétaux;
  - 6) Etudier les possibilités de simplifier et promouvoir l'unification des règlements et des certificats en matière phytosanitaire;
  - 7) Faciliter la coopération dans les recherches pour toutes les questions concernant les ennemis et les maladies des plantes et des produits végétaux et pour les questions concernant la lutte et faciliter l'échange des renseignements scientifiques y relatifs;
  - 8) Mettre sur pied un système de documentation et publier sous la forme voulue les documents destinés à la propagande ou au progrès technique ou scientifique pouvant être déterminés par l'Organisation;
  - 9) Formuler des recommandations aux Etats membres sur toutes les questions visées au présent Article;
  - 10) Prendre, d'une manière générale, toutes les mesures nécessaires et appropriées pour atteindre les buts de l'Organisation, tels qu'ils se trouvent définis dans le préambule à la présente Convention.
- (b) Les fonctions de l'Organisation s'appliqueront particulièrement, mais non exclusivement, aux ennemis et maladies affectant les plantes et les produits végétaux, dans les échanges internationaux spécifiés à l'Annexe II.

## Article IV

*Seat*

- a) The seat of the Organisation shall be in Paris.
- b) Meetings of the Organisation shall normally take place at its seat.

## Article V

*Functions*

- a) The functions of the Organisation shall be to:
  1. advise Member Governments on the technical, administrative and legislative measures necessary to prevent the introduction and spread of pests and diseases of plants and plant products;
  2. assist Member Governments where necessary in carrying out such measures;
  3. where practicable, co-ordinate and stimulate international campaigns against pests and diseases of plants and plant products;
  4. obtain information from Member Governments on the existence, outbreak and spread of pests and diseases of plants and plant products, and convey such information to Member Governments;
  5. provide for the exchange of information on national plant quarantine legislation, or other measures affecting the free movement of plants and plant products;
  6. study the possibility of simplification and promote the unification of regulations and certification procedure in plant quarantine matters;
  7. facilitate cooperation in research into all matters concerning the pests and diseases of plants and plant products and the matters of control and for the exchange of relevant scientific information;
  8. establish archives for documents and publish in an appropriate form material for publicity purposes or for technical or scientific advancement as may be determined by the Organisation;
  9. make recommendations to Member Governments on any of the matters referred to in this Article;
  10. generally take all necessary and appropriate action to achieve the purposes of the Organisation as set forth in the Preamble to this Convention.
- b) The functions of the Organisation shall be concentrated particularly on, but not necessarily confined to, the pests and diseases affecting plants and plant products in international traffic which are specified in Schedule II.

## Article VI

### *Obligation des Etats membres*

Les Etats membres fourniront à l'Organisation, dans toute la mesure de leur possible, les informations dont elle peut raisonnablement avoir besoin pour exercer ses fonctions.

## Article VII

### *Relations avec les autres Organisations*

(a) L'Organisation collabore avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, et le Conseil demandera à être reconnu comme Organisation régionale de Protection des Plantes, selon les termes de toute Convention Internationale générale sur la Protection des Plantes qui serait adoptée.

(b) L'Organisation peut également collaborer avec d'autres Organisations Internationales ayant une activité analogue et fera tout son possible pour éviter double emploi de travail.

## Article VIII

### *Actif et Passif*

L'Organisation prend à son compte l'actif et le passif du Comité International de Lutte contre le Doryphore et du Groupe de Travail sur l'Infestation des Denrées Stockées.

## Article IX

### *Conseil*

(a) Le Conseil de l'Organisation est composé des représentants des Etats membres.

Chaque Etat membre a le droit de nommer un représentant au Conseil et un suppléant.

Les représentants et suppléants désignés par les Etats membres peuvent être accompagnés d'observateurs et de conseillers.

(b) Chaque Etat membre dispose d'une voix au Conseil.

## Article X

### *Sessions du Conseil*

(a) Le Conseil se réunit en principe en session régulière une fois par an.

(b) Une réunion extraordinaire du Conseil doit être convoquée quand au moins un tiers des membres en a fait la demande au Président.

## Article XI

### *Règlements*

Le Conseil établit son règlement intérieur et la règlement financier de l'Organisation.

## Article VI

### *Obligations of Member Governments*

Member Governments shall furnish to the Organisation so far as is practicable such information as the Organisation may reasonably require in order to carry out its functions.

## Article VII

### *Relationship with other Organisations*

a) The Organisation co-operates with the Food and Agriculture Organisation of the United Nations and the Council shall seek recognition as a Regional Plant Protection Organisation for the purposes of any general International Convention on Plant Protection which may be adopted.

b) The Organisation may also co-operate with other Organisations with related responsibilities and will use its best endeavours to prevent overlapping of activities.

## Article VIII

### *Assets and liabilities*

The Organisation takes over the assets and liabilities of the International Committee for Colorado Beetle Control and the European Working Party on Infestation Control.

## Article IX

### *The Council*

a) The Council of the Organisation shall consist of representatives of Member Governments.

Each Member Government shall be entitled to appoint one representative to the Council and one alternate.

Representatives and alternates appointed by Member Governments may be accompanied by associates and advisers.

b) Each Member Government shall have one vote in the Council.

## Article X

### *Sessions of the Council*

a) The Council ordinarily meets in regular session once in each year.

b) Extraordinary sessions of the Council shall be called at any time when the Chairman is so requested in writing by at least one-third of the Member Governments.

## Article XI

### *Rules*

The Council establishes its Rules of Procedure and the financial rules of the Organisation.

## Article XII

*Observateurs*

(a) Le Gouvernement d'un Etat qui n'est pas membre de l'Organisation, peut, avec le consentement du Conseil ou du Comité Exécutif, se faire représenter à toute session du Conseil par un ou plusieurs observateurs. Ceux-ci n'ont pas le droit de vote.

(b) Toute Organisation Internationale ayant une activité analogue peut, avec le consentement du Conseil ou du Comité Exécutif, être représentée à toute réunion du Conseil par un ou plusieurs observateurs. Ces observateurs n'ont pas le droit de vote.

## Article XIII

*Attributions du Conseil*

Le Conseil a les attributions suivantes:

(a) L'examen et l'approbation du rapport du Directeur-général sur les activités de l'Organisation depuis la dernière session ordinaire du Conseil;

(b) L'examen et l'approbation des comptes annuels et du projet de budget de l'Organisation;

(c) L'examen et l'approbation du programme d'action et le programme d'activité futur de l'Organisation préparé par le Comité Exécutif;

(d) La création des comités techniques qu'il jugera nécessaires.

## Article XIV

*Président et Vice-Président*

(a) Le Conseil élit un Président et un Vice-Président parmi les représentants des Etats membres.

(b) Le mandat du Président et du Vice-Président est de trois ans. Il peut être renouvelé.

## Article XV

*Comité Exécutif*

(a) Le Comité Exécutif est composé du Président et du Vice-Président du Conseil et des représentants de cinq Etats membres élus par le Conseil.

(b) Le mandat des membres du Comité Exécutif est fixé à trois ans. Les membres du Comité Exécutif sont rééligibles.

(c) Dans le cas où une vacance se produirait au Comité Exécutif avant la date normale d'expiration du mandat, le Comité Exécutif demandera à un Etat membre de désigner un représentant pour combler la vacance pour la durée restant à courir.



## Article XII

### *Observers*

a) The Government of any country which is not a member of the Organisation may, with the consent of the Council or of the Executive Committee, be represented at any session of the Council by an observer or observers without the right to vote.

b) Any other International Organisation having related responsibilities may, with the consent of the Council or of the Executive Committee, be represented at any session of the Council by an observer or observers without the right to vote.

## Article XIII

### *Functions of the Council*

The Council has the following functions:

a) Consideration and approval of the report of the Director-General on activities since the last regular session of the Council.

b) Consideration and approval of the annual accounts and of the draft budget of the Organisation.

c) Consideration and approval of the programme of future activities of the Organisation prepared by the Executive Committee.

d) Appointment of such Technical Committees as it considers necessary.

## Article XIV

### *The Chairman and Vice-Chairman*

a) The Council elects a Chairman and a Vice-Chairman from amongst representatives of Member Governments.

b) The Chairman and Vice-Chairman are elected for three years and are eligible for re-election.

## Article XV

### *The Executive Committee*

a) The Executive Committee is composed of the Chairman and Vice-Chairman and of five representatives of Member Governments elected by the Council.

b) Members of the Executive Committee hold office for three years and are eligible for re-election.

c) If a vacancy occurs in the Executive Committee before the expiration of the term of appointment, the Executive Committee shall ask a Member Government to appoint a representative to fill the vacancy for the remainder of the term.

(d) Le Président du Conseil assume la présidence du Comité Exécutif qu'il convoque au moins une fois entre deux sessions ordinaires.

#### Article XVI

##### *Attributions du Comité Exécutif*

Les attributions du Comité Exécutif seront:

- (a) de proposer au Conseil des lignes de conduite et le programme des activités pour l'avenir;
- (b) de mettre en pratique les lignes de conduite qui auront été approuvées par le Conseil;
- (c) de soumettre au Conseil des budgets provisoires et les comptes annuels;
- (d) d'entreprendre toute autre tâche que la présente Convention peut lui assigner, d'adopter ses propres règles de procédure et de remplir toute autre fonction qui peut lui être assignée aux termes de la présente Convention.

#### Article XVII

##### *Le Directeur-Général*

- (a) Le Conseil nomme le Directeur-Général de l'Organisation et fixe le montant de sa rémunération.
- (b) Le Directeur-Général est chargé de l'exécution du programme approuvé par le Conseil, sous le contrôle du Comité Exécutif.
- (c) Le Directeur-Général est placé à la tête des services administratifs de l'Organisation qui fonctionnent sous sa responsabilité.
- (d) Le Directeur-Général présente, à chaque session ordinaire du Conseil, un rapport sur les activités de l'Organisation et la situation financière.

#### Article XVIII

##### *Questions financières*

- (a) Les frais de l'Organisation seront couverts par des versements annuels des Etats membres selon l'échelle spécifiée en Annexe I ci-jointe, sauf cas exceptionnels approuvés par le Conseil.
- (b) Les Etats intéressés décideront à quelle catégorie de membres ils appartiendront, conformément à l'alinéa précédent.
- (c) Les contributions annuelles seront versées avant la fin du premier mois de chaque exercice financier de l'Organisation. Le début de l'exercice financier sera déterminé par le Comité Exécutif.
- (d) Le Comité Exécutif fixera la monnaie dans laquelle seront versées les contributions des Etats membres, sous réserve du consentement des Etats intéressés.

d) The Chairman of the Council is also the Chairman of the Executive Committee, which will meet at least once between any two regular sessions of the Council.

## Article XVI

### *Functions of the Executive Committee*

The functions of the Executive Committee are to:

- a) Propose policies and the programme of future activities to the Council.
- b) Implement the policies as approved by the Council.
- c) Submit draft budgets and annual accounts to the Council.
- d) Undertake such other tasks as the Council may delegate to it, adopt its own rules of procedure, and perform such other functions as may be conferred on it by the present Convention.

## Article XVII

### *The Director-General*

- a) The Council appoints the Director-General of the Organisation and determines his remuneration.
- b) The Director-General is responsible for carrying out the programme approved by the Council, under the supervision of the Executive Committee.
- c) The Director-General is the administrative head of the Organisation which functions under his responsibility.
- d) The Director-General reports to each regular session of the Council on the activities of the Organisation and the financial position.

## Article XVIII

### *Finance*

- a) The expenses of the Organisation shall be met by annual payments from Member Governments according to the scale specified in Schedule I attached hereto except in exceptional cases approved by the Council.
- b) The category of membership under the foregoing clause shall be by decision of the Government concerned.
- c) Annual contributions shall be paid before the end of the first month of each financial year of the Organisation. The commencement of the financial year shall be determined by the Executive Committee.
- d) The contributions of Member Governments shall be paid in currencies to be determined by the Executive Committee with the approval of the contributing Governments concerned.

(e) Une contribution supplémentaire peut être payée par un Etat ou par un groupe d'Etats pour des projets spéciaux de lutte ou les campagnes que peut proposer le Comité Exécutif dans l'intérêt de cet Etat ou groupe d'Etats.

(f) Le Comité Exécutif nommera des Experts-Comptables qui examineront annuellement la comptabilité et présenteront un rapport au Comité Exécutif qui sera soumis au Conseil.

## Article XIX

### *Amendements*

(a) Les textes des propositions d'amendement à la présente Convention et à l'Annexe I seront communiqués par le Directeur-Général aux Etats membres trois mois au moins avant leur prise en considération par le Conseil. Les amendements entrerenr en vigueur après adoption par une majorité des deux tiers des membres du Conseil présents et votant, à condition que les amendements impliquant des obligations nouvelles pour les membres n'entrent en vigueur pour chaque membre qu'après acceptation.

(b) Les amendements à l'Annexe II ci-jointe peuvent être approuvés par le Conseil à la majorité simple des votes émis.

(c) Le Gouvernement Français doit recevoir notification des acceptations d'amendements et informera tous les Etats membres de la réception d'acceptations et de l'entrée en vigueur des amendements.

## Article XX

### *Signature et Acceptation*

(a) La présente Convention restera ouverte à la signature ou à l'adhésion et les Etats qui, aux termes de l'Article III, ont le droit de devenir membres de l'Organisation, peuvent adhérer à la Convention par:

1. la signature;
2. la signature sous réserve de ratification; ou
3. l'adhésion.

(b) L'adhésion prendra effet par le dépôt d'un instrument auprès du Gouvernement Français.

(c) Le Gouvernement Français avisera immédiatement tous les Gouvernements de la date à laquelle chaque Gouvernement signera la Convention ou y adhérera.

## Article XXI

### *Extension territoriale du champ d'application*

(a) Tout Gouvernement, au moment de la signature ou de l'acceptation de la présente Convention, ou à une date ultérieure, peut déclarer que sa participation à la Convention comprend l'ensemble ou

e) A supplementary contribution can be paid by an individual Government or group of Governments towards special schemes or campaigns of control, which the Executive Committee may propose in the interest of that Government or group of Governments.

f) The Executive Committee shall appoint a firm of Chartered Accountants to examine the accounts yearly and to present a report to the Executive Committee for submission to the Council.

## Article XIX

### *Amendments*

a) Texts of proposed amendments to the present Convention and to Schedule I thereof shall be communicated by the Director-General to Member Governments at least three months in advance of their consideration by the Council. Amendments shall come into effect when adopted by a two-thirds majority of the Members of the Council present and voting, provided, however, that amendments involving new obligations for Members shall come into force in respect of each Member only on acceptance by it.

b) Amendments to Schedule II may be made by a simple majority of votes cast in the Council.

c) Acceptance of amendments shall be deposited with the French Government who shall inform all Member Governments of the receipt of acceptances and the entry into force of admendments.

## Article XX

### *Signature and Acceptance*

a) The present Convention shall remain open for signature or acceptance and Governments, to which membership of the Organisation is open by virtue of the provisions of Article III may become parties to the Convention by:

1. Signature;
2. Signature subject to ratification; or
3. Acceptance.

b) Acceptance shall be effected by the deposit of an instrument with the French Government.

c) The French Government shall immediately inform all Governments of the date on which each signs or accepts the Convention.

## Article XXI

### *Territorial Application*

a) Any Government may at the time of becoming a party to the present Convention, or at any time thereafter, declare that its participation in the Convention includes all or any of the territories for

une partie des territoires dont les relations extérieures sont placées sous sa responsabilité. Cette déclaration sera notifiée au Gouvernement Français.

(b) Toute déclaration faite par un Gouvernement en vertu du paragraphe (a) de cet Article, après son adhésion à la Convention, entrera en vigueur le trentième jour suivant réception de la déclaration par le Gouvernement Français.

(c) Le Gouvernement Français avisera immédiatement tous les Gouvernements adhérant à la Convention des déclarations faites en vertu des paragraphes (a) et (b) du présent Article.

#### Article XXII

##### *Retrait*

(a) Tout Etat membre peut en tous temps et après deux années de participation dénoncer la présente Convention par une notification de retrait adressée au Gouvernement Français. La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de cette notification.

(b) Le non-paiement de deux contributions annuelles consécutives implique d'office le retrait de la Convention, pour l'Etat qui aurait ainsi manqué à ses engagements.

(c) L'application de la Convention à un territoire ou des territoires en vertu de l'Article XXI peut être résiliée par notification adressée au Gouvernement Français par l'Etat membre responsable des relations internationales d'un tel territoire ou de tels territoires. La notification prendra effet un an après la date de sa réception.

(d) Le Gouvernement Français avisera immédiatement tous les Etats contractants des notifications données en vertu des paragraphes (a) et (b) de cet Article.

#### Article XXIII

##### *Entrée en vigueur*

(a) La présente Convention entrera en vigueur à la date à laquelle cinq Gouvernements seront parties à la Convention conformément aux termes de l'Article XX.

(b) Le Gouvernement Français informera immédiatement de la date d'entrée en vigueur tous les Gouvernements qui ont signé la Convention ou y ont adhéré.

#### ANNEXE I

Barème des contributions annuelles approuvé par le Conseil (Voir Article XVIII.)

Première	catégorie	.....	500	Livres	Sterling
Deuxième	—	.....	1000	—	—
Troisième	—	.....	1500	—	—
Quatrième	—	.....	2000	—	—

whose international relations it is responsible. Such declaration shall be deposited with the French Government.

b) Any declaration made by a Government under paragraph a) of this Article after it has become a party to the Convention shall take effect on the thirtieth day following its receipt by the French Government.

c) The French Government shall immediately inform all Governments parties to the Convention of declarations made under paragraphs a) and b) of this Article.

## Article XXII

### *Withdrawal*

a) Any Member Government may withdraw from the present Convention at any time after the expiration of two years from the date on which the Convention entered into force with respect to that Government by giving written notice of withdrawal to the French Government. The withdrawal shall take effect a year from the date of receipt of the notification of withdrawal.

b) The non-payment of two consecutive annual contributions will be regarded as implying the official withdrawal from the Convention of the defaulting Member Government.

c) The application of the Convention to a territory or territories under Article XXI may be terminated by written notification to the French Government by the participating Government responsible for the international relations of such territory or territories. The notification shall take effect a year from the date of its receipt.

d) The French Government shall immediately inform all participating Governments of notifications given under paragraphs a) and b) of this Article.

## Article XXIII

### *Entry into Force*

a) The present Convention shall enter into force on the date on which five Governments have become parties thereto in accordance with the provisions of Article XX.

b) The French Government shall immediately inform all Governments which have signed or accepted the Convention of the date of entry into force of the Convention.

---

## SCHEDULE I

Scale of contributions approved by the Council (See Article XVIII)

Category I .....	500 Pounds Sterling
Category II .....	1000 Pounds Sterling
Category III .....	1500 Pounds Sterling
Category IV .....	2000 Pounds Sterling

---

## ANNEXE II

Ennemis et maladies qui retiendront l'attention avec la date d'approbation par l'Organisation. (Voir Article V.)

1. Doryphore ( <i>Leptinotarsa decemlineata</i> ) .....	1951
2. Nématode Doré de la Pomme de Terre ( <i>Heterodera rostochiensis</i> ) .....	1951
3. Pou de San José ( <i>Aspidiotus perniciosus</i> ) .....	1951
4. Maladie verruqueuse de la Pomme de Terre ( <i>Synchytrium endobioticum</i> ) .....	1951
5. Parasites animaux et végétaux des denrées stockées et rongeurs nuisibles aux cultures précédemment à la charge du Groupe Européen de Travail sur l'Infestation des Denrées Stockées .....	1951

---

## ANNEXE III

Les pays qui ont été invités par le Gouvernement Français à adhérer à la Convention:

Albanie.	Hongrie.	Républic Fédérale
Autriche.	Irlande.	d'Allemagne.
Belgique.	Islande.	Roumanie.
Biélorussie.	Israël.	Royaume-Uni.
Bulgarie.	Italie.	San Marino.
Danemark.	Liban.	Suède.
Egypte.	Lichtenstein.	Suisse.
Espagne.	Luxembourg.	Syrie.
Finlande.	Monaco.	Tchécoslovaquie.
France (également	Norvège.	Turquie.
pour l'Algérie, la	Pays-Bas.	Ukraine.
Tunésie et le	Pologne.	U.R.S.S.
Maroc).	Portugal.	Yougoslavie.
Grèce.		

---

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements, ont signé la présente Convention et ses Annexes.

FAIT À PARIS, le 18 avril 1951, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement Français.



## SCHEDULE II

Lists of pests and diseases to be covered by the Organisation, with the date of their approval by the Organisation. (See Article V).

- I. Colorado Beetle (*Leptinotarsa decemlineata*) ..... 1951  
 II. Potatoe Root Eelworm (*Heterodera rostochiensis*) ..... 1951  
 III. San José Scale (*Aspidiotus perniciosus*) ..... 1951  
 IV. Potatoe Wart Disease (*Synchytrium endobioticum*) ..... 1951  
 V. Insect, fungus and rodent pests of stored foods, and rodent pests of crops, hitherto the concern of the European Working Party on Infestation Control.

## SCHEDULE III

Countries which have been invited by the French Government to adhere to the Convention:

Albania.	Greece.	Rumania.
Austria.	Hungary.	San Marino.
Belgium.	Iceland.	Spain.
Bielo-Russia.	Ireland.	Sweden.
Bulgaria.	Israel.	Switzerland.
Czechoslovakia.	Italy.	Syria.
Denmark.	Lebanon.	Turkey.
Egypt.	Liechtenstein.	Ukraine.
Finland.	Luxembourg.	United Kingdom.
France (also for	Monaco.	U.S.S.R.
Algeria, Tunis and	Netherlands.	Yugoslavia.
Morocco).	Norway.	
German Federal	Poland.	
Republic.	Portugal.	

In faith whereof the undersigned, duly authorised by their Governments, have signed the present Convention and the Schedules thereto.

DONE IN PARIS this 18th day of April 1951 in a single copy, which will remain deposited in the archives of the French Government.

Pour le Danemark:	HALVOR SKOV P. BOVIEN	For Denmark:
Pour la Belgique:	GUILLAUME H. VAN ORSHOVEN	For Belgium:
Pour l'Espagne:	MIGUEL BENLLOCH	For Spain:
Pour la France:	R. PROTIN	For France:
Pour l'Irlande:	D. DELANEY	For Ireland:
Pour l'Italie:	A. MELIS	For Italy:
Pour le Luxembourg:	E. WIRION	For Luxembourg:
Pour les Pays-Bas:	C. J. BRIEJER	For the Netherlands:
Pour le Portugal:	FRANCISCO ARANHA	For Portugal:
Pour la République Fédérale d'Allemagne:	H. DREES	For the German Federal Republic:
Pour le Royaume Uni:	J. HENSLEY	For the United Kingdom:
Pour la Suisse:	A. CHAPONNIER	For Switzerland:
Pour la R.P.F. de Yougoslavie:	G. NONWEILLER	For Yugoslavia:
Pour l'Autriche:	F. BERAN	For Austria:
Pour la Grèce:	D. KOULOPOULOS	For Greece:

C. VERTALING

**Overeenkomst tot Oprichting van de Europese Organisatie  
voor de Bescherming van Planten**

De Staten, partij bij deze Overeenkomst, zich bewust van het belang van internationale samenwerking ter voorkoming van het binnendringen en de verspreiding van ziekten en plagen van planten en van producten van planten, en verlangend om het werk, vroeger op dit gebied verricht door de Internationale Commissie tot Bestrijding van de Coloradokever en door de Europese Werkgroep tot Bestrijding van Plantenziekten, voort te zetten en uit te breiden, zijn het volgende overeengekomen:

Artikel I

*Organisatie*

Er wordt een Europese Organisatie ter Bestrijding van Plantenziekten (hierna te noemen „de Organisatie”) opgericht.

Artikel II

*Definitie*

Ter fine van deze Overeenkomst betekent de uitdrukking „planten en producten van planten”: „levende planten en delen van planten, onbewerkte grondstoffen van plantaardige oorsprong en voedingsmiddelen verkregen door vermaling van planten of plantendelen”.

Artikel III

*Lidmaatschap*

a) Tot het lidmaatschap van de Organisatie worden toegelaten, door partij te worden bij deze Overeenkomst volgens de bepalingen van artikel XX:

- 1) De Regeringen van de landen, genoemd in Bijlage III,
- 2) De Regering van ieder ander land, die volgens een besluit van de Raad der Organisatie zal worden uitgenodigd tot het lidmaatschap.

b) De Regering van ieder gebied waaromtrent een verklaring is afgelegd volgens de bepalingen van artikel XXI, kan tot het lidmaatschap worden toegelaten door de Raad van de Organisatie, maar slechts op voorstel van het Lid dat die verklaring heeft afgelegd. Voor een zodanige beslissing is een meerderheid van twee derden der uitgebrachte stemmen vereist. Gebieden welke aldus zullen worden toegelaten, moeten naar het oordeel van de Raad in staat zijn, zelfstandig een bepaalde bijdrage te leveren tot het werk van de Organisatie.

## Artikel IV

*Zetel*

- a) De Organisatie zal te Parijs haar zetel hebben.
- b) Vergaderingen van de Organisatie zullen in den regel worden gehouden in de plaats waar haar zetel is gevestigd.

## Artikel V

*Taak*

- a) De taak van de Organisatie zal zijn:
  - 1) het uitbrengen van advies aan de Staten-Leden aangaande technische, administratieve en wettelijke maatregelen, nodig om het binnendringen en de verspreiding van ziekten en plagen van planten en producten van planten te voorkomen;
  - 2) het verlenen van hulp, waar nodig, aan de Staten-Leden bij het uitvoeren van deze maatregelen;
  - 3) het coördineren en stimuleren, waar mogelijk, van internationale campagnes tegen ziekten en plagen van planten en producten van planten;
  - 4) het verzamelen van gegevens onder de Staten-Leden nopens het voorkomen, het uitbreken en de verspreiding van ziekten en plagen van planten en producten van planten, en het mededelen van deze gegevens aan de Staten-Leden;
  - 5) het treffen van voorzieningen voor de uitwisseling van gegevens betreffende nationale wettelijke bepalingen ter bescherming van planten en andere maatregelen die het vrije verkeer van planten en producten van planten beïnvloeden;
  - 6) het bestuderen van de mogelijkheid van vereenvoudiging en het bevorderen van de unificatie van regelingen en officiële documenten met betrekking tot de bescherming tegen plantenziekten;
  - 7) het bevorderen van samenwerking bij het wetenschappelijk onderzoek inzake alles wat betrekking heeft op ziekten en plagen van planten en producten van planten, de bestrijding daarvan, alsmede de uitwisseling van wetenschappelijke gegevens op dit gebied;
  - 8) het inrichten van een archief voor documenten en het in een daarvoor geschikte vorm uitgeven van materiaal voor propaganda-doeleinden of voor de bevordering van techniek en wetenschap, zoals door de Organisatie zal worden beslist;
  - 9) het doen van aanbevelingen aan de Staten-Leden inzake alle in dit artikel vermelde aangelegenheden;
  - 10) in het algemeen het nemen van alle maatregelen welke noodzakelijk en geschikt zijn om de doelstellingen van de Organisatie te verwezenlijken, zoals deze in de Preambule van deze Overeenkomst zijn uiteengezet.

b) De taak van de Organisatie zal in het bijzonder gericht zijn op, maar niet noodzakelijk beperkt zijn tot ziekten en plagen van planten en producten van planten in het internationale verkeer, die in Bijlage II zijn genoemd.

#### Artikel VI

##### *Verplichtingen der Leden*

De Leden moeten de Organisatie zoveel mogelijk de inlichtingen verschaffen, welke de Organisatie redelijkerwijs nodig kan hebben voor een goede uitoefening van haar werkzaamheden.

#### Artikel VII

##### *Betrekkingen tot andere Organisaties*

a) De Organisatie werkt samen met de Voedsel en Landbouw Organisatie der Verenigde Naties, en de Raad zal verzoeken erkend te worden als een Regionale Organisatie voor de bescherming van planten, zoals bedoeld in iedere algemene Internationale Overeenkomst voor de Bescherming van Planten die zou worden aangenomen.

b) De Organisatie mag ook samenwerken met andere Organisaties met een aanverwante taak en zal doen wat in haar vermogen ligt, om te voorkomen dat bepaalde werkzaamheden dubbel worden verricht.

#### Artikel VIII

##### *Activa en Passiva*

De Organisatie neemt de activa en passiva over van de Internationale Commissie tot Bestrijding van de Coloradokever en van de Europese Werkgroep tot Bestrijding van Plantenziekten.

#### Artikel IX

##### *De Raad*

a) De Raad van de Organisatie bestaat uit vertegenwoordigers van de Staten-Leden.

Iedere Staat-Lid heeft het recht, een vertegenwoordiger in de Raad aan te wijzen alsmede een plaatsvervangend vertegenwoordiger. Vertegenwoordigers en plaatsvervangende vertegenwoordigers, benoemd door de Staten-Leden, mogen vergezeld worden door waarnemers en raadsliden.

b) Iedere Staat-Lid heeft één stem in de Raad.

#### Artikel X

##### *Zittingen van de Raad*

a) In den regel komt de Raad eens per jaar in gewone vergadering bijeen.

b) Buitengewone zittingen van de Raad moeten worden belegd wanneer ten minste één derde der Staten-Leden daartoe een schriftelijk verzoek tot de Voorzitter heeft gericht.

#### Artikel XI

##### *Reglementen*

De Raad stelt het Huishoudelijk Reglement en het financiële reglement van de Organisatie vast.

#### Artikel XII

##### *Waarnemers*

a) De Regering van iedere Staat die geen lid is van de Organisatie, mag, met toestemming van de Raad of van het Dagelijks Bestuur, zich op alle zittingen van de Raad doen vertegenwoordigen door een of meer waarnemers. Dezen hebben geen stemrecht.

b) Iedere Internationale Organisatie welke een overeenkomstige taak heeft, mag, met toestemming van de Raad of van het Dagelijks Bestuur zich op alle zittingen van de Raad doen vertegenwoordigen door een of meer waarnemers. Deze waarnemers hebben geen stemrecht.

#### Artikel XIII

##### *Taak van de Raad*

De Raad heeft de volgende taak:

a) Onderzoek en goedkeuring van het rapport van de Directeur-Generaal nopens de werkzaamheden sedert de vorige gewone zitting van de Raad.

b) Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening en van de ontwerp-begroting der Organisatie.

c) Onderzoek en goedkeuring van het programma der toekomstige werkzaamheden van de Organisatie, opgesteld door het Dagelijks Bestuur.

d) De instelling van de Technische Commissies welke hij dienstig acht.

#### Artikel XIV

##### *Voorzitter en Vice-Voorzitter*

a) De Raad kiest een Voorzitter en een Vice-Voorzitter uit de vertegenwoordigers van de Staten-Leden.

b) De Voorzitter en de Vice-Voorzitter worden voor drie jaar gekozen en zijn herkiesbaar.

#### Artikel XV

##### *Dagelijks Bestuur*

a) Het Dagelijks Bestuur bestaat uit de Voorzitter en de Vice-Voorzitter van de Raad en vijf door de Raad te kiezen vertegenwoordigers van Staten-Leden.

b) De leden van het Dagelijks Bestuur worden gekozen voor drie jaar en zijn herkiesbaar.

c) Als er voor het aflopen van een termijn van benoeming een vacature ontstaat in het Dagelijks Bestuur, zal het Dagelijks Bestuur een Staat-Lid verzoeken, een vertegenwoordiger aan te wijzen, om de opengevallen plaats voor de rest van deze termijn te bezetten.

d) De Voorzitter van de Raad is tevens Voorzitter van het Dagelijks Bestuur dat ten minste een maal bijeenkomt tussen twee gewone zittingen van de Raad.

#### Artikel XVI

##### *Taak van het Dagelijks Bestuur*

De taak van het Dagelijks Bestuur bestaat in:

a) het voorstellen van richtlijnen en van het programma der toekomstige werkzaamheden aan de Raad.

b) de tenuitvoerlegging van de richtlijnen, welke door de Raad zijn goedgekeurd.

c) het voorleggen van ontwerp-begrotingen en de jaarrekening aan de Raad.

d) het op zich nemen van alle andere werkzaamheden welke hem door de Raad worden opgedragen, het vaststellen van een eigen Huishoudelijk Reglement, en het verrichten van iedere andere taak waarmede het op grond van deze Overeenkomst wordt belast.

#### Artikel XVII

##### *De Directeur-Generaal*

a) De Raad benoemt de Directeur-Generaal van de Organisatie en stelt zijn salaris vast.

b) De Directeur-Generaal is verantwoordelijk voor de uitvoering van het door de Raad goedgekeurde programma, onder toezicht van het Dagelijks Bestuur.

c) De administratie van de Organisatie werkt onder de leiding van de Directeur-Generaal, die er de verantwoordelijkheid voor draagt.

d) De Directeur-Generaal brengt op iedere gewone zitting van de Raad rapport uit over de werkzaamheden van de Organisatie en de financiële toestand.

#### Artikel XVIII

##### *Financiën*

a) De uitgaven van de Organisatie zullen worden gedekt door jaarlijkse bijdragen der Staten-Leden overeenkomstig de in Bijlage I opgenomen schaal, behalve in bijzondere, door de Raad goedgekeurde gevallen.

b) De betrokken Staten zullen beslissen onder welke categorie zij voor wat het voorgaande lid betreft van de Organisatie deel zullen uitmaken.

c) De jaarlijkse bijdragen zullen worden betaald vóór het einde van de eerste maand van ieder boekjaar der Organisatie. De aanvang van het boekjaar wordt door het Dagelijks Bestuur bepaald.

d) De bijdragen van de Staten-Leden zullen worden betaald in valuta die door het Dagelijks Bestuur, met goedkeuring van de betrokken Staten-Leden, worden vastgesteld.

e) Een aanvullende bijdrage kan worden betaald door een bepaalde Staat of groep van Staten ten behoeve van bijzondere bestrijdingsprogrammas of -campagnes, die het Dagelijks Bestuur in het belang van die Staat of deze groep van Staten kan voorstellen.

f) Het Dagelijks Bestuur zal een bevoegd Accountantsbureau aanwijzen voor de jaarlijkse contróle der rekening en voor een rapport, uit te brengen aan het Dagelijks Bestuur en vervolgens voor te leggen aan de Raad.

## Artikel XIX

### *Wijzigingen*

a) De tekst van voorgestelde wijzigingen in deze Overeenkomst en in Bijlage I zal door de Directeur-Generaal worden medegedeeld aan de Staten-Leden, ten minste drie maanden voordat hij door de Raad in overweging wordt genomen. Wijzigingen zullen in werking treden wanneer zij zijn aangenomen met een meerderheid van twee derden der aanwezige en stemmende leden van de Raad, onder voorbehoud echter, dat wijzigingen die nieuwe verplichtingen voor de Leden medebrengen, slechts van kracht worden voor elk Lid dat ze aanvaardt.

b) Wijzigingen in Bijlage II kunnen worden aangebracht bij gewone meerderheid van de in de Raad uitgebrachte stemmen.

c) De aanvaarding van wijzigingen moet ter kennis worden gebracht van de Franse Regering, die alle Leden van de ontvangst hiervan, alsmede van de inwerkingtreding der wijzigingen, in kennis zal stellen.

## Artikel XX

### *Ondertekening en Aanvaarding*

a) Deze Overeenkomst zal opengesteld blijven voor ondertekening of toetreding en de Staten die, ingevolge het in artikel III bepaalde, lid van de Organisatie kunnen worden, kunnen partij worden bij de Overeenkomst door:

- 1) Ondertekening;
- 2) Ondertekening onder voorbehoud van bekrachtiging; of
- 3) Toetreding.

b) Toetreding zal geschieden door nederlegging van een akte bij de Franse Regering.

c) De Franse Regering zal alle Regeringen onmiddellijk in kennis stellen van de datum waarop ieder van haar de Overeenkomst ondertekent of toetreedt.



## Artikel XXI

*Toepassing op bepaalde gebieden*

a) Iedere Regering kan ten tijde dat zij partij wordt bij deze Overeenkomst, of te allen tijde daarna, verklaren, dat haar deelname aan de Overeenkomst tevens alle of enkele van de gebieden omvat, voor welker internationale betrekkingen zij verantwoordelijk is. Deze verklaring zal bij de Franse Regering worden nedergelegd.

b) Een verklaring, uit hoofde van lid a) van dit artikel door een Regering afgelegd, nadat zij bij de Overeenkomst partij is geworden, zal in werking treden op de dertigste dag nadat zij door de Franse Regering is ontvangen.

c) De Franse Regering zal alle Regeringen die partij bij de Overeenkomst zijn, onmiddellijk op de hoogte stellen van de verklaringen die ingevolge de leden a) en b) van dit artikel bij haar worden nedergelegd.

## Artikel XXII

*Opzegging*

a) Iedere Staat-Lid kan deze Overeenkomst te allen tijde nadat twee jaren zijn verlopen sinds de dag waarop de Overeenkomst voor die Regering in werking is getreden, opzeggen door schriftelijke kennisgeving aan de Franse Regering. De opzegging treedt in werking een jaar na de dag van ontvangst dezer kennisgeving.

b) Wanneer twee achtereenvolgende jaarlijkse bijdragen niet worden betaald, zal dit worden beschouwd als een officiële opzegging van de Overeenkomst door de in gebreke gebleven Staat-Lid.

c) De toepassing van de Overeenkomst op een gebied of gebieden uit hoofde van artikel XXI kan worden beëindigd door een schriftelijke kennisgeving aan de Franse Regering door de Staat-Lid die voor de internationale betrekkingen van dat gebied of die gebieden verantwoordelijk is. De kennisgeving treedt in werking een jaar na de dag van haar ontvangst.

d) De Franse Regering zal alle Overeenkomstsluitende Staten onmiddellijk in kennis stellen van kennisgevingen, volgens de leden a) en c) van dit artikel gedaan.

## Artikel XXIII

*Inwerkingtreding*

a) Deze Overeenkomst treedt in werking op de dag waarop vijf Regeringen er partij bij zijn geworden in overeenstemming met de bepalingen van artikel XX.

b) De Franse Regering zal alle Regeringen die de Overeenkomst ondertekend hebben of zijn toegetreden, onmiddellijk in kennis stellen van de dag waarop de Overeenkomst in werking treedt.

## BIJLAGE I

Schaal der bijdragen goedgekeurd door de Raad (zie artikel XVIII).

Groep I .....	500	Pond	Sterling
Groep II .....	1000	”	”
Groep III .....	1500	”	”
Groep IV .....	2000	”	”

---

## BIJLAGE II

Lijst van door de Organisatie te bestrijden ziekten en plagen onder vermelding van de datum van goedkeuring door de Organisatie (zie artikel V).

I. Coloradokever ( <i>Leptinotarsa decemlineata</i> ) .....	1951
II. Aardappelaaltje ( <i>Heterodera rostochiensis</i> ) .....	1951
III. San José Schildluis ( <i>Aspidiotus perniciosus</i> ) .....	1951
IV. Aardappelwratziekte ( <i>Synchytrium endobioticum</i> ) .....	1951
V. Voor opgeslagen voedsel schadelijke insecten, schimmels en knaagdieren en voor gewassen schadelijke knaagdieren, welke tot dusverre werden bestreden door de Europese Werkgroep tot Bestrijding van Insectenplagen .....	1951

---

## BIJLAGE III

Landen die door de Franse Regering zijn uitgenodigd, tot de Overeenkomst toe te treden:

Albanië.	Ierland.	Roemenië.
België.	Israël.	San Marino.
Bulgarije.	Italië.	Spanje.
Denemarken.	IJsland.	Syrië.
Bondsrepubliek Duitsland.	Libanon.	Tsjechoslowakije.
Egypte.	Liechtenstein.	Turkije.
Finland.	Luxemburg.	Ukraine.
Frankrijk (ook voor Algiers, Tunis en Marokko).	Monaco.	U.S.S.R.
Griekenland.	Nederland.	Verenigd Koninkrijk.
Hongarije.	Noorwegen.	Wit-Rusland.
	Oostenrijk.	Zuidslavië.
	Polen.	Zweden.
	Portugal.	Zwitserland.

---

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, behoorlijk gevolmachtigd door hun Regeringen, deze Overeenkomst en haar Bijlagen hebben ondertekend.

GEDAAN TE PARIJS, de zestiende April 1951, in één exemplaar, dat zal worden nedergelegd in het archief van de Franse Regering.

(Voor de ondertekeningen zie na de Franse en de Engelse tekst, blz. 18.)

#### G. INWERKINGTREDING

Ingevolge artikel XXIII is de Overeenkomst, mede voor het Rijk in Europa, in werking getreden op 18 April 1951, en ingevolge artikel XXI, lid b, voor Cyprus op 6 Maart 1952.

#### H. TOEPASSELIJKVERKLARING

In overeenstemming met artikel XXI, lid a, van de Overeenkomst is deze door Groot-Britannië en Noord-Ierland toepasselijk verklaard op

Cyprus ..... 5 Februari 1952

#### J. GEGEVENS

De Voedsel en Landbouw Organisatie der Verenigde Naties, waarnaar in artikel VII wordt verwezen, is opgericht te Quebec op 16 October 1945. Tekst en vertaling van het Statuut dezer Organisatie zijn bij Koninklijk besluit van 1 Maart 1948 bekendgemaakt in *Staatsblad* No. I 77.

Uitgegeven de vier en twintigste April 1952.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,  
W. DREES.